



HAL
open science

La France des valeurs

Yves Lambert

► **To cite this version:**

| Yves Lambert. La France des valeurs. 1992. hal-01959627

HAL Id: hal-01959627

<https://hal.science/hal-01959627>

Preprint submitted on 18 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LA FRANCE DES VALEURS

Yves Lambert

Cette présentation vise deux objectifs : 1) donner les principaux résultats de l'enquête française en les comparant aux résultats des autres pays européens, 2) examiner quelle est la signification de ces résultats face aux enjeux et aux débats qui traversent la société. Le souci de "neutralité axiologique" ne doit pas empêcher le sociologue de prendre du recul par rapport à ses analyses, d'autant plus que cette enquête permet d'aborder des questions fondamentales. Nous traiterons successivement les domaines du travail, des options socio-économiques, de la politique, de la famille, de la morale civique et de la religion. Tout en étant personnelle, cette synthèse doit beaucoup au travail de l'ensemble de l'équipe française, qui, animée par Hélène Riffault (thème du travail), rassemble également Pierre Bréchon (politique), Olivier Galland (effets d'âge, de génération et de période), Elena Game (différences entre hommes et femmes), Louis Roussel (famille), Jean-François Tchernia (société) (nous avons réalisé le chapitre sur la religion)¹.

Un désir d'épanouissement et de cogestion dans le travail

La hiérarchie des domaines jugés les plus importants semble correspondre d'abord au temps qui leur est consacré : 73% estiment la famille très importante dans leur vie, contre 56% pour le travail, 46% pour les amis, 38% pour les loisirs, 7% pour la religion et 4% seulement pour la politique. Si, dans tous les pays européens, la famille arrive en tête des domaines jugés importants, par contre, le travail doit disputer sa place avec les loisirs. Le travail reste à la seconde place en France mais il perd du terrain chez les jeunes et les plus instruits. A cet égard, la France est dans la même situation que l'Italie ou l'Espagne alors qu'en Europe du nord, les loisirs font jeu égal avec le travail (Pays-Bas), voire le devancent (Allemagne, Grande-Bretagne). Retrouve-t-on là l'opposition entre l'Europe catholique et l'Europe protestante ? C'est bien possible, mais parce que cela correspond à l'opposition entre l'Europe la plus anciennement industrialisée et l'Europe la plus récemment développée, d'ailleurs cette évolution caractérise davantage les plus instruits et les plus jeunes, donc les plus avancés dans la société post-industrielle, d'une certaine manière.

Quoi qu'il en soit, dans tous les pays, les attitudes face au travail bougent elles-mêmes fortement. Si l'on examine les raisons pour lesquelles les enquêtés travaillent (parmi les raisons proposées), on observe à nouveau une nette évolution avec la génération du baby-boom, ~~mais, cette fois, sans revirement parmi les "18-24 ans"~~. Au-dessous de 45 ans, on est plus nombreux à dire travailler par nécessité et à refuser de laisser le travail empiéter sur la vie personnelle, cependant que l'idée de faire son travail "toujours le mieux possible" quelque soit le salaire perd du terrain tout en restant importante. Autrement dit, l'attitude face au travail est moins morale, plus utilitariste. Cela ne veut pas dire qu'on s'intéresse moins à son travail, au contraire, on en attend de plus en plus pour son épanouissement personnel.

En effet, en France comme dans tous les autres pays de la CEE, on constate une forte poussée du désir de se réaliser dans son travail. Des trois groupes de caractéristiques testées, à savoir, les conditions matérielles, la commodité et le développement personnel (selon le classement opéré par l'analyse factorielle de correspondances), c'est ce qui concerne le développement personnel qui gagne de l'importance de 1981 à 1990, et encore plus chez les plus jeunes et les plus instruits. Faire quelque chose d'intéressant, avoir des responsabilités, pouvoir employer ses capacités, avoir la possibilité de réussir quelque chose, tels sont les aspects les plus valorisés. En outre, les plus jeunes placent en second la possibilité de rencontrer des gens, ce qui est significatif de leur intérêt pour le groupe de pairs et la convivialité. Du coup, chez ceux qui ne peuvent guère s'y épanouir, le travail n'est plus qu'une nécessité, mais pas un devoir moral. A noter que, si la France a un faible score global de "développement personnel" par comparaison avec les autres pays européens (cf. S. Harding), c'est simplement parce qu'il s'agit de questions-caféteria (on peut en cocher une, deux, toutes) face auxquelles certains pays remplissent davantage leur "plateau" que d'autres, les Français étant plutôt économes.

Il s'agit certainement d'un changement profond des mentalités car on l'observe quels que soient le sexe, l'âge, l'instruction, la profession et la tendance politique, même s'il est plus prononcé chez les jeunes et les plus instruits. Il n'est pas surprenant de constater que les moins instruits, les classes populaires en général, maintiennent une attention plus grande sur les conditions matérielles (salaire, sécurité) car on est d'abord sensible à ce qui manque le plus, surtout si on a peu accès aux initiatives et aux responsabilités, mais les aspects de développement personnel ne sont pas négligés pour autant. De façon cohérente, d'ailleurs, la satisfaction dans le travail est plus grande chez ceux qui sont plus qualifiés et ceux qui ont plus de liberté. Ce changement est à imputer au processus d'individualisation et à l'élévation générale de l'instruction, les deux étant liés. Alors, gare aux désillusions ? Sans doute, car bien d'autres éléments vont dans le sens d'un plus grand désir d'individualisation et de participation.

Tout d'abord, en France comme dans toute l'Europe, on voit le principe de la rémunération au mérite marquer des points (cf. S. Harding). Il s'agit, là encore, d'une transformation de fond car elle affecte toutes les tranches d'âge et pas seulement les moins de 45 ans, même si, comme par hasard, ces derniers la renforcent (c'est un effet de période historique rehaussé d'un effet d'âge). En 1990, 74% des français enquêtés trouvent juste que la secrétaire plus efficace et plus sûre gagne 800F de plus par mois, ils n'étaient que 59% en 1981 (les chiffres européens sont de 73% en 1990 contre 59% en 1981). On ne sera pas surpris, là non plus, de relever une certaine réserve dans les classes populaires (43% des ouvriers y sont hostiles, 32% des employés, pour une moyenne de 20%) : étant en position subalterne, elles se méfient des salaires "à la tête du client" ou des effets diviseurs des individualisations de salaire parmi les travailleurs. On pourrait d'ailleurs se demander si la préférence pour la rémunération au mérite n'est pas tout simplement l'intériorisation d'une idéologie managériale ou bien la conséquence de la compétition croissante dans la crainte du chômage. C'est pour partie le cas, sans doute, mais un phénomène aussi massif ne peut pas s'expliquer uniquement par ces raisons, il renvoie surtout à ce processus d'individualisation que nous avons déjà souligné. Néanmoins, il semble bien que le management ait mieux su intégrer cette évolution que le syndicalisme.

Une autre question traduit une forte demande de participation à la marche de l'entreprise, demande ancienne, cette fois, et guère plus forte en 1990 qu'en 1981 : c'est l'opinion sur le mode de désignation des dirigeants des affaires et de l'industrie. En 1990, seulement 22% des Français s'en remettent aux seuls "propriétaires" mais ils sont encore moins nombreux à choisir

"le personnel" (12%) et très peu à mentionner l'état (1%) : c'est la solution mixte, "les propriétaires et le personnel", qui a la préférence (56%). Autrement dit, on peut parler d'une forte demande de cogestion qui contraste radicalement avec la réalité des entreprises françaises et qui s'accroît sensiblement par rapport à 1981 (48%). Mais cela n'a rien à voir avec une demande de "collectivisme" en ce sens qu'un rôle dirigeant de l'état est clairement exclus. Il semble plutôt que cette aspiration s'apparente au modèle de participation très poussé qu'envisageait le général De Gaulle ou bien à une cogestion à l'Allemande, plus poussée sans doute. Mais ce n'est pas une demande d'autogestion, sinon minoritairement, et, de toutes manières, ce n'est pas assimilable à l'expérience yougoslave dans la mesure où sont ici reconnues les vertus de la démocratie et du marché. En tout cas, il s'agit bel et bien d'une attitude fondamentale, là encore, car elle traverse tous les âges et tous les milieux. Cependant, à la différence des éléments précédents, elle est un peu moins prisée des plus instruits qui semblent hésiter entre le désir de partager le pouvoir patronal et la crainte d'avoir à partager le leur. Ceci expliquerait-il la faible évolution des positions par rapport à 1981 ?

L'élargissement des horizons à l'ensemble de l'Europe permet de mieux comprendre. En effet, en 1981, le contraste était assez prononcé entre les pays beaucoup moins défavorables au pouvoir exclusif des propriétaires (l'Allemagne de l'Ouest, 47%, la Grande-Bretagne, 50%, l'Irlande, 47%) et les pays assez défavorables (la France, 19%, l'Espagne, 21%, l'Italie et les Pays-Bas, 29%, la Belgique, 34%) ; parmi ces derniers, l'Italie, la France et surtout l'Espagne se distinguaient par une plus forte mention du pouvoir exclusif des salariés ou de l'état (jusqu'à 29% en Espagne et 20% en France) sans, pour autant, que cela n'atteigne le score de la cogestion (33% en Espagne, 48% en France). Autrement dit, on avait l'opposition tendancielle classique entre l'Europe latine, catholique, et l'Europe non latine, mixte ou catholique (Irlande), soit, également, entre l'Europe des partis communistes forts et celle de l'insignifiance du communisme, la Belgique et les Pays-Bas se plaçant en position intermédiaire. En 1990, précisément, ce contraste s'est nettement atténué car l'évolution s'est faite au détriment du rôle exclusif des propriétaires en Allemagne (43%), en Grande-Bretagne (42%) et en Irlande (43%), au profit des propriétaires et de la cogestion dans les autres pays : les tenants du rôle de l'état sont partout en reflux (leur taux passe de 4% à 1,5% en moyenne) et les partisans de l'autogestion (autour de 10%) marquent quelques points dans cette Europe du nord qui ne se distingue plus des autres à cet égard. Bref, une convergence se dessine autour de l'alternative propriétaires/cogestion, avec une préférence pour cette dernière.

Le hasard statistique a "voulu" que les taux principaux des réponses à la question concernant l'autorité dans la relation de travail et à la question précédente soient identiques. En 1981, 34% des Européens sont pour le pouvoir des propriétaires et 34% pour le fait que les salariés doivent suivre les instructions même s'ils ne sont pas d'accord, ces deux taux passant à 36% en 1990 ; en 1981, 39% sont pour une cogestion et autant pour que les salariés soient d'abord convaincus que les instructions sont justes, ce taux étant de 41% en 1990 dans les deux cas également (une troisième réponse était possible sur les instructions : "ça dépend", 20% en 1990) ! Hasard de l'identité exacte des chiffres, bien sûr, mais pas de leur cohérence. On s'en doute, les partisans d'une cogestion sont majoritairement favorables à la logique de l'adhésion préalable aux ordres. Ce n'est pas un hasard, non plus, si, en 1981, les pays les plus enclins à exécuter sans être d'accord sont la Grande-Bretagne et l'Irlande, les plus réticents étant l'Espagne, la France et l'Italie, ni si les contrastes s'atténuent, là aussi, de 1981 à 1990. Nous n'avons pas mentionné l'Allemagne, la seule à pratiquer une forme de cogestion, car, précisément, ses réponses vont à l'inverse de celles des autres pays : en 1981, 51% des interviewés allemands demandaient à être convaincus avant d'exécuter, contre seulement 23% en 1990, le taux le plus bas, au profit des "ça dépend" (34%) et de l'obéissance (40%). Désillusion, refus des conséquences de cette cogestion, volonté d'aller plus loin ? En 1990,

l'Allemagne est l'un des pays où la préférence pour le pouvoir patronal est la plus forte (43%) tout en étant moins élevée qu'en 1981 (47%). L'enquête Valeurs ne permet pas de trancher.

Un consensus socio-économique par défaut

Les réponses concernant les grandes options socio-économiques prennent tout leur sens à la lumière de cette évolution. Il est frappant de relever en France un consensus assez large sur les fondements du jeu économique. Tout d'abord, la confiance accordée aux grandes entreprises est assez forte et en nette augmentation par rapport à 1981... après 9 ans de socialisme : 8% disent leur faire "une grande confiance", 52% "une certaine confiance", soit un total de 60%, contre 42% en 1981. En second lieu, de la droite à la gauche, les approbations de la libre concurrence, de l'enrichissement personnel et de l'initiative individuelle l'emportent sur les préventions contre les risques de la compétition économique, le sentiment d'un enrichissement au détriment d'autrui et les inconvénients de la primauté de l'état. Sans excès de libéralisme : 14% seulement se déclarant "tout à fait d'accord", 32% "plutôt d'accord" avec l'idée que "nous aurons plus de chances d'avoir une économie en bonne santé si le gouvernement accorde plus de liberté aux individus pour faire ce qu'ils veulent". Parmi les différentes alternatives soumises par l'enquête Valeurs, les seuls points qui continuent de différencier assez sensiblement la gauche et la droite sont la liberté pour les chômeurs de refuser "un emploi qui ne leur convient pas" et surtout le souci que les revenus ne soient pas trop inégalitaires.

Sur toutes ces questions, à des nuances près, la France ne se distingue guère des autres pays européens. En revanche, il est un sujet essentiel qui partage l'Europe en deux, à savoir, paradoxalement, la réponse à la proposition : "le système économique de notre pays a besoin d'être profondément changé". Les opinions favorables au changement ("tout à fait d'accord", "plutôt d'accord") dominent en France (59%), en Espagne (72%), en Grande-Bretagne (75%), en Italie (76,5%), en Irlande (85%), alors qu'elles sont faibles en Allemagne (28%, il s'agit toujours de l'ex-Allemagne de l'Ouest) et aux Pays-Bas (27%). Cette division ne correspond pas au clivage Europe du nord / Europe du sud mais plutôt à la santé générale de l'économie et au niveau du chômage. Néanmoins, si l'on rapproche ce résultat des réponses aux questions sur le pouvoir et l'autorité dans l'entreprise, ainsi que sur la hiérarchie réelle des salaires, on voit se profiler une autre d'interprétation, complémentaire. En effet, l'Allemagne pratique une forme de cogestion et connaît une faible hiérarchie des salaires, comme, sur ce dernier point, les Pays-Bas. Et les pays les plus mécontents sont aussi de ceux où les enquêtés prônent le plus cette cogestion et la nécessité d'être convaincu des instructions (Grande-Bretagne comprise, cette fois). Seule l'Irlande résiste à ces critères mais, des neuf pays de la CEE déjà enquêtés en 1981, elle est de loin celui qui connaît le chômage le plus grave.

Un fondu-enchaîné politique sans idéal mobilisateur

Ce qui est frappant, en outre, c'est que ce mécontentement vis-à-vis du système économique semble indépendant des partis au pouvoir, qu'ils soient conservateurs (Grande-Bretagne, Irlande), démocrates-chrétiens (Italie) ou socialistes (Espagne, France). En France, il est aussi vif à droite qu'à gauche. Chacun n'a sans doute pas les mêmes raisons de se plaindre, la droite dénonçant habituellement la fiscalité, l'étatisme et les charges sociales, et la gauche, le niveau des salaires, le pouvoir patronal et la dictature du profit, l'enquête ne permet pas de bien

le savoir, mais les deux se rejoignent probablement pour dénoncer le chômage et les contraintes internationales. Bref, tout se passe comme si l'effondrement du communisme ne résolvait rien, comme si un malaise ne trouvait pas à prendre forme socialement. A supposer que cette demande de cogestion, d'une certaine démocratie économique existe réellement, rien, en effet, ne l'exprime, pas plus sur le terrain syndical que sur le terrain politique, qui restent polarisés autour d'enjeux à cet égard dépassés. Peut-être cela contribue-t-il à expliquer le malaise actuel vis-à-vis du syndicalisme, de la politique (outre les scandales qui ont affecté certains pays) ou de l'Europe de Maastricht.

En tout cas, en France, de 1981 à 1990, on voit le manichéisme de l'affrontement capitalisme / communisme ou socialisme s'éroder, comme le souligne Pierre Bréchon, sans qu'une repolarisation du champ politique ne s'opère, sinon partiellement en terme de société duale. On observe en effet un certain éloignement des classes populaires par rapport à la gauche, soit avec une désaffection politique, soit au profit du Lepénisme (extrême-droite), comme si une désillusion, voire une déshérence politique poussait une partie à se retirer d'un jeu qui ne les concernerait plus ou bien à s'engouffrer dans une protestation populiste. D'autres études montrent en effet que le Lepénisme touche les couches sociales les plus vulnérables, en particulier parmi les jeunes, celles qui côtoient le plus le chômage et les immigrés, outre le noyau habituel de l'extrême-droite. A l'inverse, les mieux armés scolairement et professionnellement restent fidèles aux partis établis ou s'orientent vers l'écologie, le secteur public étant plutôt socialiste, et le secteur privé, plutôt libéral. Le référendum de septembre 1992 sur le traité de Maastricht a fait ressortir pour la première fois cette importance politique de la société duale, les moins bien armés et les agriculteurs votant en majorité contre Maastricht. Globalement, au moment de la seconde enquête européenne, réalisée deux ans après la ré-élection de F. Mitterrand, sous M. Rocard comme Premier Ministre, la gauche l'emporte encore : selon les positions sur l'échelle gauche-droite, 33% se classent plutôt à gauche, 22% plutôt au centre et 24% plutôt à droite (21% ne se classent pas) et, selon les proximités par rapport aux partis, 30% sont à gauche, 5% au centre, 16% à droite (3% à l'extrême-droite), 10% écologistes (et 40% ne se disent proches d'aucun parti). On sait que les taux sont inversés actuellement. Cette proportion de citoyens sans aucune proximité avec un parti est plus élevée que par le passé, elle atteint même 48% chez les jeunes, ce qui traduit un malaise incontestable.

En somme, on assisterait à une restructuration du champ politique autour de nouveaux enjeux actuellement liés à l'écologie, à la construction européenne et à la société duale, avec, également, une repolarisation du monde entre le nord et le sud, mais sans que cette restructuration ait encore pu trouver sa retraduction politique. Tout se passe comme si le convoi politique était paralysé au milieu du gué. En particulier, les consultations européennes ne servent guère pour le moment que d'exutoire à des enjeux nationaux, comme l'a montré la campagne du référendum sur le traité de Maastricht, car la conscience européenne est restée à l'état embryonnaire à cause, notamment, du mode de construction technocratique de l'Europe qui a prédominé jusqu'à maintenant. Selon la question sur le sentiment d'appartenance territoriale, seulement 8% des Français ont choisi l'Europe, la France n'a elle-même été choisie que par 27%, contre 40% pour "la ville, la localité, le canton où vous habitez", comme si la perte de crédibilité du niveau national entraînait un repli sur le local au lieu d'un élargissement à une échelle plus large. D'un autre côté, ceux qui voient dans une Europe unie la seule façon pour les nations de "faire face aux défis des grandes puissances mondiales" l'emportent nettement sur ceux qui craignent d'abord que les nations soient sacrifiées (59% contre 21%, avec 12% d'indécis et 10% de non réponses). Même paralysie au milieu du gué pour ce qui concerne le système économique, bloqué entre le "ni-ni" socialiste (ni nationalisations, ni dénationalisations; alors que, manifestement, le problème n'est pas là) et le "managment

participatif", mais, là aussi, un déblocage pourrait s'inscrire dans le prolongement à la fois de la social-démocratie, de l'écologie (soucieuse, en France, de démocratie économique) et de la nouvelle doctrine sociale de l'Eglise. En tout cas, aucun parti ni mouvement ne se rattache à un quelconque idéal politique au sens large, ne fût-ce qu'un projet de société : les lepénistes n'ont rien de l'ampleur de l'utopie fasciste, les socialistes n'ont plus de modèle et les libéraux constatent les méfaits du thatchérisme et du reaganisme sans avoir, eux non plus, d'alternative à la hauteur des problèmes posés. Tous en sont réduits à une navigation à vue et à courte vue. Fukuyama y verrait une belle confirmation de sa thèse sur "la fin de l'histoire".

Un retour de la famille écartelé entre des attentes contradictoires

Les résultats sur la famille ne réservent aucune surprise au premier abord. Les attitudes face au couple, au mariage, à la sexualité, à l'avortement, au travail professionnel de la femme, au partage des rôles sont aimantées selon les deux pôles habituels de la permissivité et de la normativité, du libéralisme et du rigorisme. Aux extrêmes, on a, d'un côté, un modèle de famille privilégiant la stabilité, les enfants, la fidélité, la religion, refusant l'avortement sauf quand la mère est en danger, de l'autre, un modèle mettant l'accent sur l'autonomie de chaque partenaire, l'esprit d'indépendance des enfants, l'épanouissement sexuel, la morale situationnelle, acceptant voire défendant l'avortement. L'analyse factorielle des correspondances fait bien ressortir ces deux modèles tendanciels mais avec une faible part de variance expliquée (23,5% pour les deux premiers facteurs), ce qui signifie qu'il s'agit seulement de nuances et non de configurations radicalement différentes. Du reste, le taux de "séparés, divorcés" ne varie que de 2% à 14% entre les catholiques pratiquants hebdomadaires et les athées convaincus (parmi le total des individus mariés, séparés ou divorcés), et le taux de couples non mariés par rapport à l'ensemble des couples ne varie que de 2% à 28%. Cependant, parmi les jeunes, la proportion de couples non mariés dépasse les deux-tiers et, en 1989, 43% des premières naissances étaient le fait de mères en couple non marié ou célibataires.

La forte valorisation de la famille traditionnelle chez les pratiquants réguliers tient-elle au fait qu'ils sont en moyenne plus âgés ? Il s'avère, d'une part, qu'à chaque tranche d'âge, les pratiquants réguliers sont plus normatifs que les autres, d'autre part, que les pratiquants réguliers jeunes sont plus libéraux que leurs aînés. A chaque génération, les écarts se conservent, en gros, entre pratiquants réguliers et non pratiquants, sauf chez les "moins de 35 ans" sur deux points : l'activité professionnelle de la femme, qui est vraiment entrée dans les mœurs et, moindrement, et la justification du divorce, qui gagne du terrain chez les jeunes pratiquants. D'une façon générale, les pratiquants suivent à distance l'évolution générale des mœurs, la rejoignent sur certains points (activité professionnelle de la femme), restent assez éloignés sur d'autres (avortement). La principale inflexion se situe, comme par hasard, au-dessous de 45 ans (en 1990), c'est-à-dire avec la génération du baby-boom et de Mai 68, en particulier pour tout ce qui va vers plus de permissivité ou vers plus d'autonomie des conjoints ou des enfants. Cependant, en raisonnant ainsi, on fait comme s'il existait une évolution linéaire : est-ce certain ?

En fait, et c'est une surprise de taille, alors même qu'elle est la moins pratiquante, la génération des "18-24 ans" marque un retour vers plus de normativité à la fois sur l'idée que le mariage serait dépassé, sur le fait d'avoir des enfants en voulant rester célibataire et sur l'avortement, sur l'importance (moindre) de l'entente sexuelle et sur les bonnes manières, mais pas sur le désir de liberté sexuelle. Qui plus est, c'est chez les jeunes les moins pratiquants que

ce revirement s'est manifesté en premier, dès 1981 (graphique). On découvre en outre que, parmi les non pratiquants absolus (non attachés à l'enterrement religieux), le plus grand saut de permissivité se situe autour de 65 ans et non autour de 45 ans. Autrement dit, les non pratiquants absolus qui sont devenus adultes à la sortie de la guerre, vers 1945, auraient été l'avant-garde de la libéralisation des mœurs, celle-ci s'est répandue avec la génération suivante (la génération du baby-boom) alors que la nouvelle génération amorce un retour à certaines valeurs familiales. Crainte du Sida, "ras-le-bol" des problèmes conjugaux des parents, relativisation du romantisme, nécessité d'ancrages face à la précarité de l'emploi ? Nous en sommes réduits à des hypothèses. Il s'agit à nouveau d'un phénomène de génération et d'une confirmation de l'autonomie croissante de l'éthique face à la religion. En tout cas, ce retour exprime bien le caractère contradictoire des attentes placées dans la famille en tant que creuset d'un bonheur qui ne peut être réalisé qu'à plusieurs mais qui doit respecter l'autonomie de chacun, qui recherche plus de pérennité tout en se construisant avec des êtres changeants dans un monde qui change lui-même en permanence, qui voudrait enfin plus de fidélité sans perdre de sa liberté.

Civisme : "il faut que jeunesse passe"

En ce qui concerne la morale civique, les résultats sont délicats à interpréter. La question était la suivante : "pour chacune des choses que je vais vous citer, voulez-vous me dire en vous plaçant sur cette échelle si vous pensez que cela peut toujours se justifier, que cela ne peut jamais se justifier, ou que c'est entre les deux ?", l'échelle allant de 1, jamais justifié, à 10, toujours justifié. Suivait une liste de 24 conduites morales concernant essentiellement la morale civique (ne pas payer de billet de train, accepter un pot de vin, etc.) et la morale conjugale (sexualité, avortement, divorce), outre quelques autres thèmes (suicide, euthanasie, grèves). Or on constate, par exemple, en France, que la propension à justifier l'avortement augmente de 1981 à 1990, alors que les opinions favorables à l'avortement diminuent dans les quatre circonstances particulières soumises par l'enquête. En outre, ceux-là mêmes qui répondent que l'avortement ne peut jamais être justifié l'approuvent en majorité dans le cas où la vie de la mère est en danger. Ces contradictions s'expliquent en réalité par le fait que la morale est de plus en plus contextuelle, circonstancielle. Dès lors, le jugement porté sur un cas précis peut très bien diverger de l'opinion concernant le principe général : on peut tenir aux principes tout en étant souple dans leur application comme on peut, à l'inverse, se méfier des principes tout en étant ferme dans la pratique. On constate d'ailleurs que la propension à la justification est assez fortement corrélée avec l'idée que "le bien et le mal sont entièrement fonction des circonstances", par opposition à l'existence de "lignes directrices parfaitement claires pour savoir où est le bien et où est le mal". Autrement dit, les réponses mesurent davantage un degré de pragmatisme moral qu'une position morale précise.

Du coup, en l'absence de contrôle par des cas particuliers (sauf sur l'avortement) et en l'absence de questions sur les conduites réelles (sauf la connaissance de l'état matrimonial), nous en sommes réduits à des conjectures. Laisant de côté la vie sexuelle ou conjugale, déjà traitée à propos de la famille, voyons malgré tout ce que nous apprennent les dix points suivants : demander des indemnités au-delà de ce à quoi on a droit, ne pas payer de billet de train ou d'autobus, frauder le fisc, acheter des marchandises volées, faire un tour avec une voiture "empruntée", prendre de la drogue, garder de l'argent trouvé dans un lieu public, mentir par intérêt personnel, accepter un pot de vin et s'abstenir de signaler des dommages causés accidentellement à une voiture en stationnement. Nous avons confectionné un indice de propension à la justification, disons de "laxisme" ou de permissivité, à partir du nombre de

notes de justification allant de 6 à 10. Là comme pour la morale conjugale, la propension à la justification est d'autant plus élevée qu'on est plus jeune et moins pratiquant, tout en étant plus forte chez les pratiquants jeunes que chez les pratiquants âgés. Mais ici, c'est l'effet d'âge qui prime nettement, en 1990 comme en 1981, et on n'observe pas de revirement, au contraire : le processus s'accroît en 1990 parmi les "18-25 ans" (graphique). On s'assagit en vieillissant. On ne remarque pas de tendance générale au relâchement. En fin de compte, on ne sait pas si la normativité plus grande des pratiquants tient au fait qu'ils tiennent plus aux principes, aux lignes directrices du bien et du mal, ou si elle correspond à une différence réelle de comportement. Cette interprétation expliquerait que l'Italie, qui est nettement plus pratiquante que la France, se montre plus normative alors que les vols, la drogue, la fraude fiscale ou la corruption, par exemple, n'y sont pas moins répandus.

Effritement de la religion institutionnelle et dissémination du sentiment religieux

A la suite de Jean Stoetzel, on peut répartir les pays de la CEE en quatre zones principales : une zone à dominante catholique (Portugal, Espagne, Italie, Irlande), une zone à dominante protestante (Grande-Bretagne, Danemark), une zone mixte (Allemagne) et une "région laïque" (France, Belgique, Hollande) ayant une forte proportion de sans religion (plus d'un quart), outre le cas de la Grèce orthodoxe². C'est dans la zone catholique que la religiosité est la plus forte et c'est dans la zone protestante qu'elle est la plus basse (elle est encore plus basse en Scandinavie) ainsi que dans la France laïque, alors que le niveau d'adhésion religieuse des protestants est plus élevé en zone mixte, c'est-à-dire en situation de concurrence. La France est l'un des pays les moins religieux avec le Danemark et la Grande-Bretagne. Les auteurs de *La France est-elle encore catholique ?* ont mis en évidence un affaïssement religieux d'autant plus prononcé qu'on était plus jeune ainsi qu'une "dérive" vers la non croyance posant la question d'une identité catholique de plus en plus vidée de son contenu³. Un bilan tout récent de l'état du sentiment religieux chez les jeunes confirme le rôle déterminant de l'âge et fait ressortir quatre tendances : une baisse générale de l'intégration religieuse, un glissement des croyances chrétiennes vers le probable bien plus que vers l'incroyance, en fait, une stabilité ou une progression (astrologie, télépathie, réincarnation) des "croyances parallèles", enfin un usage religieux du christianisme à la fois très "intra-mondain" et plus perméable aux "croyances parallèles"⁴. La réincarnation devance même la résurrection chez les "18-24 ans" en 1990.

Nous voilà donc en présence d'une évolution paradoxale en ce sens que la religion institutionnelle tend à s'effriter sans que le sentiment religieux ne disparaisse : on assisterait plutôt à une "dissémination du religieux", selon l'expression employée par Danièle Hervieu-Léger. Quand on examine les enquêtes effectuées depuis 1952, date du premier grand sondage religieux français, on constate effectivement, à partir de 1965-68 une baisse touchant à la fois l'appartenance religieuse, les cérémonies, les pratiques et les croyances (cf. les graphiques joints). Le taux de baptêmes catholiques est tombé à 64% en 1967, moins de la moitié des enfants sont cétéchisés. Selon l'enquête Valeurs de 1990, l'appartenance catholique est tombée à 58%, la pratique régulière (au moins une fois par mois) à 17% et la croyance en Dieu à 57%. 1965, l'année-symbole du début de *La seconde révolution française*⁵, marque bien un tournant décisif, comme nous l'avons déjà souligné à propos de la famille. C'est l'arrivée à l'âge adulte des générations de l'après-guerre (baby-boom), la poussée des cultures "jeunes" et des contestations préluant à Mai 68, la cassure de la courbe de la fécondité, l'inflexion de la courbe de rentabilité du capital, la fin du concile Vatican II, le début de la crise des mouvements de jeunesse et des vocations. En revanche, les croyances évoluent plutôt vers le probable, le peut-être, que l'athéisme, en lien avec la relativisation de la religion : en 1952, la moitié des Français estimaient qu'il existait une seule vraie religion, contre 14% dans l'enquête

européenne de 1981. En même temps, le christianisme devient en quelque sorte un humanisme transcendant orienté vers l'épanouissement terrestre tout en étant ouvert sur un au-delà flou et dédramatisé. Paradoxalement, les "18-24 ans" marquent un léger mais incontestable retour vers la croyance alors qu'elle s'éloigne encore plus de la religion institutionnelle (42% d'appartenance religieuse, 7% de pratique régulière en 1990), comme si elle ressentait un écart grandissant entre ses aspirations et l'Eglise.

A la faveur de la distinction établie par les enquêtes Valeurs entre un Dieu personnel et un Dieu plutôt impersonnel, l'analyse factorielle des correspondances (avec, cette fois, 70% de variance expliquée, de qui est très élevé) permet de confirmer la distinction faite par Jan Kerkhofs entre un christianisme "confessant" (confessant la foi chrétienne) et un christianisme d'héritage que nous appellerons "culturel" (un christianisme plus culturel que religieux). Ce dernier correspond, en gros, à la "religion diffuse" de Roberto Cipriani. Un troisième pôle apparaît qui est celui de l'"humanisme séculier", l'évolution depuis une trentaine d'années revenant à un glissement vers le pôle culturel et vers le pôle séculier, du moins jusqu'à maintenant. La construction d'indices d'"intégralisme" catholique au sens d'Emile Poulat (acceptation des croyances et de la morale catholiques) montre que la proportion d'intégralistes diminue fortement avec l'âge mais qu'elle est faible même parmi les pratiquants réguliers, surtout vis-à-vis de la morale. Tout en perdant de sa cohérence interne, le catholicisme reste malgré tout le cadre symbolique le plus structurant. Nous l'avons vu à propos de la famille et de la morale, c'est également vrai de la politique où quatre-cinquièmes des pratiquants réguliers se classent au centre ou à droite. Le degré de pratique religieuse reste très discriminant pour tout un ensemble d'attitudes, alors même qu'une modeste importance est accordée à la religion. S'agit-il d'une crise d'adaptation du christianisme, de la diffusion de nouveaux paradigmes religieux ou d'une sortie de la religion ? La question est clairement posée mais rien ne serait plus hasardeux que de vouloir y répondre, tant les jeux paraissent ouverts.

Conclusion

Au terme de ce panorama, trois traits de mentalité peuvent être soulignés :

- *L'individualisation*. Comme l'écrit Christian Lalive d'Epinay, "ce n'est qu'en cette deuxième moitié du XX^e s. que la relation (entre l'individu et la société) s'inverse et que l'individu et son bonheur sont institués en fins absolues", que "la volonté de bonheur prend l'individu et lui seul pour norme" après s'être surtout confiée à des promesses collectives⁶. Considéré par Anthony Giddens comme le trait le plus caractéristique de la modernité actuelle, ce processus d'individualisation est renforcé par l'élévation des niveaux d'instruction, l'ambiance de compétition individuelle, la logique de la démocratie pluraliste et la faillite des collectivismes. Il se traduit par cette volonté d'indépendance personnelle (qui secrète aussi ses propres conformismes), par ce désir de se réaliser et par l'aspiration à participer à la définition de ce qui concerne chacun, comme nous l'avons vu à propos du travail, face à la vie politique, dans la vie familiale ou vis-à-vis de la religion. A la limite, on n'attend plus rien d'autre de la politique que d'aménager les conditions collectives du bonheur privé.

- Dans la mesure où la clé de voûte est le bonheur individuel en ce monde, on comprend que le *pragmatisme* soit un trait saillant car c'est le ressenti personnel qui est le juge ultime. Ce trait ne peut que se renforcer chez les jeunes dans la mesure où la jeunesse devient de plus en plus une phase d'expérimentation, comme le montre Olivier Galland⁷. Ainsi l'éthique devient-elle contextuelle, comme l'attestent, dans l'enquête Valeurs de 1990, ces 64% de préférences pour l'item : "il ne peut jamais y avoir de lignes directrices parfaitement claires pour savoir ce qui est le bien ou le mal, cela dépend entièrement des circonstances" (81% parmi les "18-24

ans"). Ceci contribue à expliquer l'autonomisation de l'éthique par rapport à la religion ou bien que l'usage très "intra-mondain" du christianisme. Mais à la limite, est vrai ou est valable ce qui réussit, selon le pragmatisme philosophique de James ou de Pierce, ce qui peut engendrer un opportunisme éthique ayant pour seul garde-fou le "pas vu, pas pris, pas coupable", comme on le verra au sujet du civisme. Si ce pragmatisme est en affinité avec la mentalité "scientifico-technique", il s'en démarquant nettement par sa confiance en la subjectivité et par sa manière de traiter la science en fonction de ses avantages et de ses inconvénients.

- Le *relativisme* trouve une limite dans le fait qu'il existe un tronc commun de valeurs collectives partagé par une forte majorité (la démocratie pluraliste, le noyau des droits de l'homme et, de plus en plus, le respect de la nature) de telle sorte qu'on peut parler, en référence au "polythéisme des valeurs" de Max Weber, d'un "*monothéisme des valeurs*" de base⁸. En revanche, dans la sphère privée, les valeurs peuvent être aussi libres et divergentes que le permet ce tronc commun. Il semble que les valeurs constituent la forme dominante des repères, comme le suggère l'importance beaucoup plus grande accordée à certaines valeurs (amour, amitié, liberté, solidarité, droits de l'homme, en particulier) qu'à la religion ou à la politique. Pourquoi cette prédominance des valeurs, qu'on pourrait qualifier d'axiologisme (*axios*, valeur) ? Sans doute parce que les repères de type axiologique sont plus pragmatiques, plus ouverts (au sens poppérien) et plus transversaux : on peut partager les mêmes valeurs tout en les rattachant à des conceptions différentes. En ce sens, plus une société est pluraliste, et plus le terrain axiologique s'impose comme terrain commun. En revanche, étant assez vagues, pauvres en projet et dénuées de transcendance, les valeurs laissent aux idéologies et aux religions leur rôle spécifique, tout en amenant celles-ci à mettre en avant leur contenu proprement axiologique. A cet égard, les églises peuvent servir de ressource axiologique au-delà de leur propres membres, comme l'illustre leur présence dans les Comités d'éthique ou l'approbation large de leur rôle face au Tiers-monde et aux droits de l'homme.

En fin de compte, les Français donnent l'impression d'être au milieu du gué dans tous les domaines. Jugée si importante, la famille est souvent incapable de satisfaire des attentes trop contradictoires, et ce retour à plus de normativité n'est pas un simple retour -impossible- au passé mais la recherche de nouveaux équilibres, après les turbulences de la révolution des mœurs. De même, en ce qui concerne le travail, le décalage entre le désir d'épanouissement et de participation, d'une part, et les réalités du chômage ou de l'entreprise, d'autre part, ne pourra pas s'accroître indéfiniment, pas plus que l'aggravation de la société duale ou bien l'écartèlement entre des identités territoriales qui n'ont plus leur pertinence ou qui ne l'ont pas encore. On devine des issues possibles mais elles ne figurent encore qu'en filigrane. De même, la prédominance croissante d'une éthique pragmatique joue à la fois en faveur d'une morale du "pas vu, pas pris, pas coupable", et d'une morale de la responsabilité au sens de Max Weber, sans que cette évolution soit l'objet d'une prise de conscience sociale explicite capable d'en faciliter la maîtrise raisonnée, ne serait-ce qu'à l'école. Enfin, on se demande comment le fossé que l'on constate, en particulier chez les jeunes, entre le sentiment religieux et l'Eglise catholique ne pourrait éclater un jour alors que la moyenne d'âge du clergé atteint les 65 ans sans que les vocations ne se relèvent. Bref, l'impression dominante est celle d'une société en suspens, traversée par de grandes aspirations mais paralysée par une incapacité à les concrétiser, une société en panne d'idéal et de transcendance. En ce sens, on pourra parler d'une "fin de l'histoire", mais on sait bien que ce n'est que la fin d'une histoire, si fin de quelque chose il y a, et "l'histoire" pourrait bien se relancer plus vite que nous ne le souhaiterions. Nous sortons de la société industrielle et du XX^e s., mais nous hésitons à entrer dans le XXI^e s.

¹ Livre à paraître en 1993 aux PUF (collection Sociologie), Paris, sous le titre *Les valeurs des Français*.

² **Stoetzel (Jean)**, 1983. - *Les valeurs du temps présent. Une enquête européenne*, Paris, PUF (Sociologies).

Réponses à la question : "Voici quelques traits qui peuvent être considérés comme importants pour un emploi ou une activité professionnelle. Pour vous, personnellement, quels sont ceux qui vous paraissent importants ?" (France, 1990 et différence par rapport à 1981)

	Ensemble		18-24 ans	
	1990	1981	1990	1981
<u>Conditions matérielles</u>				
- On gagne bien sa vie	54	+1	62	+3
- On ne risque pas le chômage	35	-12	31	-19
- On peut espérer une promotion	25	+6	31	+7
<u>Eléments de confort</u>				
- L'ambiance de travail est bonne	53	+3	69	+10
- L'horaire est satisfaisant	26	-1	29	-3
- Il y a de bonnes vacances	15	-2	18	-3
- On n'est pas bousculé	8	-2	6	-6
<u>Développement personnel</u>				
- Ce que l'on fait est intéressant	59	+6	69	+13
- On a des responsabilités	53	+15	56	+16
- On peut bien employer ses capacités	43	+11	46	+14
- On a l'impression de réussir quelque chose	42	+12	41	+10
- Cela permet de rencontrer des gens	39	+6	52	+10
- On a de l'initiative	38	+7	44	+7
- C'est un travail utile pour la société	28	+4	25	+8
- C'est un travail bien considéré	17	+4	14	+4

Opinions sur le mariage ("le mariage est une institution dépassée") et indice de laxisme civique selon l'âge et la pratique religieuse (régulière, irrégulière, aux cérémonies, pas attachée aux cérémonies)

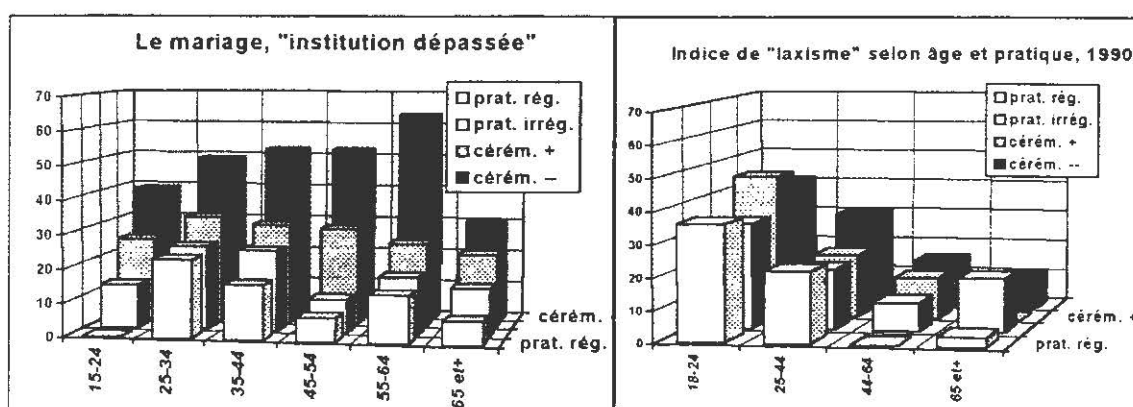


Tableau 9 - Questions d'opinions en 1981 et 1990 - Croisements avec l'échelle Gauche-Droite (% verticaux)

	1990					1981					
	Ensemble	gauche	Centre	Droite	Non réponse	Ensemble	Gauche	Centre	Droite	Non réponse	
<u>Direction des affaires par propriétaires et personnel</u>	↓										
	22	11	21	39	19	19	9	19	24	24	
	55	66	58	48	46	48	51	50	58	37	
	Etat personnel	2	2	1	1	1	3	3	2	2	4
	12	16	13	6	11	17	31	17	6	14	
<u>Salaire selon mérite</u>											
	juste	74	69	77	83	68	59	51	59	72	48
injuste	20	24	19	14	23	32	42	36	21	36	
<u>Préférence pour la liberté l'égalité</u>											
	la liberté	48	42	48	59	44	54	50	51	66	48
l'égalité	42	49	46	30	39	32	38	39	24	29	
<u>La société actuelle doit être changée</u>											
	radicalement	4	6	4	2	2	8	19	5	1	4
	améliorée	70	78	72	66	57	68	68	70	73	57
défendue	20	14	20	25	21	18	9	22	21	23	
Prêt à se battre pour son pays											
	54	49	61	60	46	42	37	44	51	35	
Très fier d'être Français	32	24	33	40	36	33	19	25	41	20	
<u>Sentiment d'appartenance</u>											
	localité	40	34	46	41	42	36	32	36	35	42
	région	14	15	14	13	11	17	21	16	20	12
	France	27	26	27	32	26	29	22	30	31	26
Europe ou monde	18	16	8	2	17	14	20	15	12	12	

Tableau 3
Rôles de la femme

	France 90						Europe 90	
	Tout à fait d'accord			D'accord et tout à fait d'accord			Tout à fait d'accord	D'accord et tout à fait d'accord
	Hommes	Femmes	Ens.	Hommes	Femmes	Ens.		
Une femme qui travaille peut avoir avec ses enfants des relations aussi chaleureuses et sécurisantes qu'une mère qui ne travaille pas	36	43	40	72	72	72	24	61
Le mari et la femme doivent contribuer l'un et l'autre aux ressources du ménage	34	38	36	76	78	77	23	68
Avoir un emploi, c'est le meilleur moyen pour une femme d'avoir son indépendance	30	40	35	73	78	75	22	68
Un enfant qui n'a pas encore l'âge d'aller à l'école a des chances de souffrir si sa mère travaille	21	22	21	65	62	63	20	65
Avoir un travail c'est bien, mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment c'est un foyer et un enfant	18	23	20	62	61	62	14	52
Etre femme au foyer donne autant de satisfactions qu'avoir un emploi rémunéré	15	22	19	53	52	53	14	51

Tableau 8
Pourcentage d'approbation de l'avortement suivant les circonstances

	France 90		France 81		Europe 90		Europe 81	
	Approuvent	Désapprouvent	Approuvent	Désapprouvent	Approuvent	Désapprouvent	Approuvent	Désapprouvent
1. Quand la grossesse met en danger la vie de la femme	92	6	92	7	90	9	88	10
2. Quand il est probable que l'enfant à naître sera handicapé physiquement	83	9	88	11	76	21	77	20
3. Quand la femme n'est pas mariée	24	57	33	61	25	69	26	69
4. Quand un couple marié ne veut plus avoir d'enfants	40	44	48	48	32	63	32	63

Tableau 9
Classement des qualités à développer chez les enfants

	France 90		Europe 90	
	Score	Rang	Score	Rang
Tolérance	78	1	75	1
Sens des responsabilités	72	2	73	3
Bonnes manières	53	3	74	2
Application au travail	53	3	31	8
Loyauté	53	3	38	5
Générosité	40	6	31	8
Détermination	39	7	34	6
Esprit d'économie	36	8	33	7
Indépendance	27	9	42	4
Imagination	23	10	24	10
Foi religieuse	13	11	23	11

En ce qui concerne la France, à partir des discontinuités observées dans les scores obtenus, on peut distinguer 4 groupes de qualités qui doivent être encouragées chez l'enfant. Et d'abord, deux attitudes obtiennent des scores supérieurs à 70 % : la tolérance et le sens de la responsabilité. Il est vrai que

G9. Les attitudes religieuses selon l'âge (Enquête Valeurs, 1990).

